

Libye : bombarder, et puis après ?¹

L'Occident ne connaît plus la guerre mais sait comment la porter ailleurs. Le plus souvent en se lançant dans des aventures aussi sanglantes qu'incertaines, justifiées par des arguments fort hypocrites et couverts par une lecture pour le moins tendancieuse du droit international. Il a aussi un bras armé qui s'appelle l'OTAN, cette alliance qui, sans rendre de comptes à personne, s'est donné le rôle de gendarme global. Ainsi, l'intervention en Libye... Il n'est pas idiot de considérer le colonel Kadhafi comme une menace pour son peuple. Mais est-ce au nom de la morale et de la justice que les puissances occidentales ont décidé d'intervenir en se faisant voter une résolution onusienne rapidement subvertie ? Pourquoi la Russie, l'Inde ou la Chine se sont-elles abstenues en mars à l'ONU ? Pourquoi l'Alliance atlantique elle-même s'est-elle divisée sur la question de l'intervention armée, l'Allemagne s'y opposant et les Etats-Unis eux-mêmes limitant leur appui à une solidarité fort mesurée ? Quand au monde non-occidental, divisé, on a préféré ne pas tenir compte de ses réticences. C'est que « ceux qui sont en mesure de mener des opérations armées au nom de l'ONU sont aussi ceux qui ferment la porte à toute réforme d'envergure des règles du commerce international ou à la reconnaissance effectives de droits sociaux aux populations pauvres des pays du Sud. Or, les libertés sont aussi le produit des rapports économiques tissés d'un bout à l'autre de la planète. » Une posture du Nord qui, soit dit en passant, fait bien plus de victimes que les guerres².

De plus en plus isolé

Bien peu nombreux sont celles et ceux qui soutiennent le colonel Kadhafi. De moins en moins nombreux même quand on voit le vide qui se creuse autour de lui, de ses séides et de son régime dont il refuse de céder la tête affirmant, sans rire : « Je ne suis ni premier ministre, ni président, ni roi. Je n'occupe aucun poste en Libye. C'est pourquoi je ne dois renoncer à aucune fonction. »

Dès le début d'une révolte qui voit s'aligner les morts, les défections - spontanées, convaincues, intéressées, opportunistes ou pas - se sont succédé touchant tous les secteurs d'activité. Le 20 février déjà, le ministre de l'intérieur, Abdelfattah Younès, et celui de la justice, Moustapha Abdeljalil, ont rejoint le Conseil national de transition (CNT). Avant l'ambassadeur de Libye auprès de l'ONU, Abdelrahman Chalgham. Et puis d'autres : comme le ministre des affaires étrangères, l'ancien chef des services de renseignement, Moussa Koussa, le gouverneur de la banque centrale, Farhat Omar Ben Guidara, a annoncé son départ depuis Londres ou, début juin, Choukri Ghanem, le président de la compagnie nationale de pétrole. Autant de signes de l'affaiblissement d'un système, la Jamahiriya, « l'Etat des masses » (sic), profondément rejeté par le peuple et depuis longtemps impopulaire.

« Faiblesse politique »

On se souvient que le 26 février, le Conseil de sécurité de l'ONU imposait un certain nombre de sanctions contre Kadhafi. Les gouvernements arabes ont suspendu la participation de la Libye à la Ligue arabe. La Cour pénale internationale veut inculper les dirigeants libyens. Et il y a l'intervention occidentale, rapidement chapeautée par l'OTAN le 31 mars. Une déclaration de guerre, que le peuple libyen a déjà lourdement payé de son sang et pour le moins incertaine vue de Paris, de Londres et des capitales qui ont donné le « la » de ce redoutable engrenage. Le 1er juin, l'OTAN a décidé de prolonger jusqu'à la fin de septembre la mission de l'Alliance atlantique qui devait prendre normalement fin le 27 juin. « Cette décision envoie un message clair au régime de [Mouammar] Kadhafi: nous sommes déterminés à poursuivre nos opérations pour protéger le peuple libyen », a déclaré le secrétaire général de l'Alliance, le Danois Rasmussen. Une décision, surtout, qui est intervenue, une fois de plus, sans débat public, sans que soient consultés les élus des pays concernés, ni en Belgique, investie dans le conflit, ni ailleurs. Alors, pourtant, que s'intensifie l'intervention et que les objectifs édictés par le Conseil de sécurité sont clairement et ouvertement oubliés.

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication à l'ACJJ - juin 2011.

² « Origines et vicissitudes du droit d'ingérence ». *Le Monde diplomatique*, mai 2011.

Certains, comme Didier Billon, directeur des publications de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS-France), y lit un signe de « faiblesse politique » de la coalition occidentale. Malgré des mois de bombardements, notamment pour le supprimer physiquement, Kadhafi est toujours au pouvoir, des tribus lui restent fidèles et il n'a nulle intention de se rendre. « L'OTAN essaie actuellement de reproduire ce qui s'est passé en Serbie où après plus de deux mois de bombardements intensifs, Milosevic avait été obligé d'accepter les conditions qui lui avaient été imposées. Mais la Libye n'est pas la Serbie et la reproduction d'un tel schéma est très incertaine » Didier Billon. « Et Kadhafi n'est pas fou : il a compris que la seule façon d'essayer de s'en sortir, c'est de rester au milieu des centres urbains, des populations civiles et au milieu de ceux qui lui sont restés fidèles. Il tient core³. »

Situation « critique »

Mais on reste loin d'une voie politique et diplomatique vers une issue favorable. Au terme du G8, le président français Nicolas Sarkozy et le Premier ministre britannique David Cameron ont répondu à ceux qui prônent une conférence internationale sous la houlette de l'ONU que « la médiation avec Kadhafi n'est pas possible ». Le président Obama a exprimé la même idée : « Nous ne lâcherons pas tant que le peuple libyen ne sera pas protégé et l'ombre de la tyrannie disparue ». Malgré l'appel, fait en mai, de l'Union africaine pour que cessent les bombardements de l'OTAN, pour un cessez-le-feu et l'instauration d'une période de transition conduisant à des élections libres. Il est vrai que le CNT a rejeté cette « feuille de route », réaffirmant qu'« aucune négociation n'est possible avant (le) départ (de Kadhafi) et de son régime ».

Le mandat accordé par le Conseil de sécurité est clairement outrepassé. Au risque d'en venir à occuper la Libye ? Ce n'est pas officiellement à l'ordre du jour. De plus en plus, les pays qui participent à l'opération s'interrogent. Le commandant suprême allié pour la transformation de l'OTAN, le général français Stéphane Abrial, a estimé que la situation pourrait devenir « critique » si les opérations se prolongeaient. Bien dans son rôle, la porte-parole de l'Alliance atlantique, Oana Lungescu, a réassuré que l'OTAN avait les « moyens nécessaires » pour mener à bien sa mission en Libye... avant de reconnaître – jolie mais éloquente formule - que l'opération « prend du temps ». Le chef de la Royal Navy britannique, l'amiral Mark Stanhope, a averti que les priorités de la Grande-Bretagne en Libye devraient être repensées si l'opération lancée par l'OTAN durait plus de six mois. Les experts craignent que se répète l'exemple de la Norvège, qui a annoncé vendredi qu'elle mettrait fin à son engagement militaire en Libye à compter du 1^{er} août.

Le chef d'état-major de la marine française, l'amiral Pierre-François Forissier, a pour sa part évoqué « un problème de ressources humaines ». Pour la France, le coût des opérations est évalué à 1,2 million d'euros par jour, selon une source au ministère français de la défense. Aux Etats-Unis, le président Obama doit faire face à une fronde au Congrès.

Alors que la rébellion semble parfaitement incapable d'avancer ses pions autrement que dans les capitales occidentales et que, rappelons-le, la campagne ne repose concrètement que sur la moitié des membres de l'OTAN, certains veulent accélérer les opérations pour sortir d'un conflit qui pourrait se poursuivre durant encore plusieurs mois. L'amiral américain Samuel Locklear, qui commande le centre d'opérations de Naples, a suggéré qu'une petite force des Nations unies, de l'UE et de l'Otan pourrait être nécessaire pour assurer la transition vers... la démocratie. Sans suite. À Bruxelles, comme à Paris et à Washington, on est conscient qu'il faut aller vite. Les opinions publiques ne sont plus aussi crédules qu'au début des opérations.

Quelle stratégie ?

La Russie a vigoureusement dénoncé les risques d'escalade au lendemain des premières frappes menées par des hélicoptères français et britanniques, y voyant « la dernière étape avant une opération terrestre » et « la participation à une guerre civile, voire une guerre tribale. » « La résolution 1973 de l'ONU prévoyait la mise en œuvre d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, a rappelé le ministre Russe des Affaires étran-

³ « Intensification des frappes en Libye : Un signe de faiblesse politique ». Interview de Didier Billon dans *Le Monde* du 9 juin 2011.

gères, Sergei Ivanov, mais, apparemment, nous ne nous sommes pas entendus sur ce que cela signifiait, puisque maintenant, des hélicoptères procèdent à des tirs sur des cibles terrestres ». La stratégie militaire des Alliés est assurément peu claire après des mois de frappes aériennes, le déploiement plus ou moins discrets de forces spéciales au sol et des milliers de morts civils. « Comme cela semble être 'de règle dans notre environnement d'après guerre froide', il n'y a pas eu de vision commune des acteurs sur le but à atteindre », constatait Philippe Gros, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) dans *Le Monde*. « Ce qui a conduit à une 'décoction stratégique' : 'La coalition utilisant l'OTAN mène une opération qui, explicitement, vise à protéger les populations civiles ; implicitement est une opération de coercition, laquelle se confond avec une campagne de changement de régime. Une combinaison inédite », remarquait-il⁴.

L'odeur du pétrole

Et une dangereuse dérive. « Les pays arabes ne veulent pas d'une opération sous le drapeau de l'Otan », affirmait le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, le 21 mars. Six jours avant que l'Alliance atlantique ne prenne les rênes. Il est vrai qu'avant même le vote de la résolution de l'ONU, l'OTAN se disait « prête ». Son secrétaire général de l'Alliance annonçait un renforcement « des moyens maritimes de l'OTAN en Méditerranée centrale » en vue de « faire respecter l'embargo sur les armes ». La mission de « protection des populations civiles » couverte par les Nations Unies devenait celle des pays occidentaux aux yeux du monde. Une application de la « nouvelle doctrine stratégique » mise à jour au sommet de l'Alliance atlantique en novembre 2010 à Lisbonne. Et qui entend faire de cet héritage de la guerre froide le gendarme du monde face aux « nouvelles menaces globales », histoire d'assurer « la stabilité et la fiabilité des approvisionnements énergétiques ». De l'or noir, quoi... « Présentée jusque-là comme une mission multilatérale de « protection des populations civiles » sous mandat de l'ONU, la guerre en Libye apparaît donc désormais pour ce qu'elle est : une mission de l'OTAN, c'est-à-dire des pays occidentaux⁵ »

Une histoire tourmentée

La Libye est indépendante depuis 1951 après avoir fait partie de bien des empires, colonie italienne jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Le colonel Kadhafi met fin par un coup d'État à la royauté en 1969. Il instaure en 1977 un nouveau régime, la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, supposé établir « le gouvernement direct par les masses ». Il n'y a pas d'élections, pas de Parlement. Mais bien un « guide » .

Kadhafi, membre actif du Front du refus (contre toute négociation avec Israël sur la question palestinienne), est un des animateurs de l'OPEP. Incontrôlable, il est la bête noire des États-Unis, qui tenteront à plusieurs reprises de l'éliminer, allant jusqu'à bombarder Tripoli en 1986.

Après l'attentat de Lockerbie contre un Boeing de la Pan Am en 1988, le pays est soumis à un embargo total jusqu'en 2004. Il rentre alors en grâce en Occident. Il renonce à son programme nucléaire, s'engage à combattre le terrorisme, libéralise son économie et passe avec l'Europe des accords pour empêcher la venue des migrants venus d'Afrique, maintenant des milliers de ceux-ci dans des camps-mouroirs.

⁴ « Les stratégies de sortie de crise en Libye ». *Le Monde* du 1er juin 2010.

⁵ « Une guerre sous supervision militaire et politique de l'Otan ». *L'Humanité* du 29 Mars 2011

Vers une déstabilisation régionale?

Une délégation internationale d'experts s'est rendue récemment dans différentes zones libyennes à l'initiative du Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT). Selon son rapport, l'intervention est « en train de créer plus de problèmes qu'elle n'en résout. Elle risque fort de déstabiliser toute l'Afrique du Nord, et le Sahel, et de favoriser l'émergence d'un nouveau foyer d'islam radical, voire de terrorisme, en Cyrénaïque ». Selon elle, « ce qui devait être une victoire facile est devenu un semi-échec », avec risque d'enlèvement, en raison de « l'aventurisme excessif des puissances occidentales, et de l'inconsistance des forces rebelles », le Conseil national de transition (CNT) « n'offrant aucune garantie pour l'avenir » : « Les véritables démocrates n'y sont qu'une minorité, et doivent cohabiter avec des d'anciens proches du colonel Kadhafi, des partisans d'un retour de la monarchie et des tenants de l'instauration d'un islam radical. »

Tout en rappelant « la nature hautement critiquable de la dictature imposée à ses concitoyens depuis 1969 par Mouammar Kadhafi », les membres de cette délégation concluent que « l'étude des faits conduit à affirmer que la 'révolution' libyenne n'est ni démocratique, ni spontanée. Il s'agit d'un soulèvement armé de la partie orientale du pays, dans un esprit de revanche et de dissidence, qui tente de s'inscrire dans la dynamique du 'printemps' arabe, dont il ne relève cependant pas. Le mouvement libyen ne peut donc être comparé avec les révoltes populaires tunisienne et égyptienne ». En outre, soulignent-ils, « la Libye est le seul pays du 'printemps' arabe dans lequel le risque islamiste s'accroît, la Cyrénaïque étant la région du monde arabe ayant envoyé le plus grand nombre de djihadistes combattre les Américains en Irak ».

A Lire: « Course de vitesse en Lybie » par Philippe Leymarie le 16 juin 2011. Sur les blogs du "dipl". www.monde-diplomatique.fr.